"Détachement à contrecœur de sa réputation anti-européenne" dans The Guardian (16 février 1988)

Légende: Le 16 février 1988, le journal anglais de gauche The Guardian analyse la politique du Premier ministre britannique conservateur Margaret Thatcher à l'égard des mesures budgétaires prônées par la Commission Delors.

Source: The Guardian. 16.02.1988. Manchester: The Manchester Guardian and Evening News Ltd. "Crabwise steps out of the European closet", auteur:Young, Hugo , p. 18.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/detachement_a_contrec%C5%93ur_de_sa_reputation_anti_europeenne_dans_the_guardian_16_fevrier_1988-fr-8ad8e26b-07e5-4a96-ae47-159f7d25a0fb.html

Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Détachement à contre-cœur de sa réputation anti-européenne

Hugo Young

Les concessions de Mme Thatcher sur le budget de la Communauté européenne étaient des concessions à l'idée de l'Europe. Elles ont été faites pour soutenir l'idée même de la Communauté. Or, Mme Thatcher est une personnalité politique anti-européenne. Elle n'est pas censée être intéressée par la Communauté, encore moins par l'idée européenne. C'est cette contradiction surprenante qui explique que l'accord ait été si mal reçu ici, et qui justifie la dérision jubilatoire sans retenue dont elle a fait l'objet.

Si l'on accepte les réalités européennes et les limites de ce qui est négociable, l'accord est bon. Mais notre Premier ministre a joué son image sur le fait de ne pas accepter ces réalités. À l'intérieur du pays tout comme à l'étranger, sa réputation s'est faite sur un esprit de défi auto-glorificateur. Or, à présent, elle a opéré une transition, et son problème, qui n'est pas des moindres, est qu'elle ne nous a pas préparés à ce changement. Elle déploie ses efforts pour une cause très impopulaire qui est celle des compromis délicats plutôt que de s'illustrer dans son opposition aux chancelleries européennes.

Parmi ses ministres, rares sont ceux qui s'attendaient à cela. La semaine dernière, ils lui ont conseillé de terminer par une épreuve de force, et de chercher à étendre aux conseils de la Communauté le très large pouvoir dont elle jouit dans son propre pays. Elle allait finalement les contraindre à mettre de l'ordre chez eux. La question est donc de savoir pourquoi les choses se sont déroulées différemment et comment elle pourra réparer les dégâts provoqués par les tactiques qu'elle a choisies, et qui consistent à fixer des objectifs publics trop élevés pour ensuite les abandonner.

Les Britanniques insistent sur le fait que l'accord présente de nombreux avantages. Il met en place un système qui, même si cela se fera lentement, modérera la production agricole et réduira les excédents. Sur le long terme, les dépenses agricoles seront moindres, et il est utopique de penser que cela pourrait se faire en un jour. Même si nous avons consenti à des concessions importantes sur la question des céréales, les Français et les Allemands ont eux aussi lâché du lest.

Rien de cela ne constitue une rupture majeure par rapport à la position de Mme Thatcher avant le sommet, comme l'ont annoncé ses collègues. Ce qui l'a encouragée à conclure un accord de dernière minute, c'est le jugement d'un négociateur, qui ne pouvait qu'être émis sur place: un délai supplémentaire, repoussant la conclusion au sommet de Hanovre en juin, aurait mis en péril ce qui préoccupe la Grande-Bretagne à un degré plus important encore que les excédents agricoles, c'est-à-dire l'accord de Fontainebleau portant sur les remboursements britanniques.

L'accord de Bruxelles fixe cela de manière inaltérable pour une période de cinq ans au minimum. Selon le jugement, d'ici à Hanovre, les esprits deviendraient plus impatients et la Grande-Bretagne aurait perdu ses alliés. Il n'y avait rien à gagner et quelque chose à perdre en perpétuant l'impasse maintenant.

Parmi les sujets à risque, les prix agricoles eux-mêmes constituaient le point essentiel du débat. Avant que ne se tienne le sommet de Hanovre, la fixation des prix annuelle sera décidée par un vote à la majorité et non pas à l'unanimité. Sans les plafonds et les structures, aussi imparfaits soient-ils, qui ont été négociés. La position répressive de la Grande-Bretagne sur la question des excédents agricoles s'en serait trouvée affaiblie.

Il y avait cependant une autre raison, qui nous ramène à l'image malheureuse que Mme Thatcher a cultivée dans toutes ses négociations avec la Communauté. En fin de compte, elle ne voulait pas d'un échec du sommet de Bruxelles parce qu'elle était convaincue que s'il en allait de la sorte, tout progrès vers un marché intérieur ouvert serait retardé. Contrairement à l'impression perçue par le plus grand nombre, elle se prononce clairement en faveur d'un marché intérieur étendu. Sous cet angle, elle est devenue une Européenne sans se l'avouer.

Comme elle a finalement accepté de prendre en considération l'opinion de ses conseillers selon laquelle le

temps était venu d'abandonner sa résistance, elle avait à l'esprit l'échéance de 1992 pour le marché intérieur. Ce rêve nourri par la Commission et particulièrement par Lord Cockfield, le commissaire choisi personnellement par Mme Thatcher, est de loin l'évolution la plus importante pour ceux qui pensent que la Communauté a un avenir.

Dans ce journal, il y a quelques semaines, Lord Cockfield s'en est pris avec un certain esprit belliqueux à l'apparente hostilité de son ancien patron au sujet de ses projets d'harmonisation entre les États membres. Et il est suffisamment clair qu'une TVA uniforme, appliquée aux aliments, aux chaussures pour enfants et à d'autres produits sensibles, rencontrera une opposition unanime des responsables politiques britanniques. Toutefois, la taxe Cockfield n'est pas intégrale sur un marché intérieur; et un tel marché est justement ce en quoi le Premier ministre croit dur comme fer.

Quoi qu'il en soit, Mme Thatcher tient rarement ce genre de propos. Toute l'orientation de sa politique européenne a été conçue pour éveiller les sentiments anti-européens en Grande-Bretagne et les sentiments anti-britanniques en Europe. Celle qui est passée maître dans le domaine de la confrontation politique a simplement transféré l'arène de son combat de Londres vers les capitales européennes, traitant les autres chefs de gouvernement comme des subalternes au sein de son propre cabinet et ne montrant que suspicion et condescendance pour les possibilités élargies créées par l'unité européenne.

Le même ton a été adopté comme il se doit par l'ensemble du gouvernement. Le paternalisme avec lequel M. Kenneth Clarke a disposé des intérêts britanniques au sein de l'Agence spatiale européenne a vécu. Il s'agissait là d'un point faible mémorable dans l'histoire de l'application réfléchie du thatchérisme pour ce qui est de son supposé «réalisme» terre à terre vis-à-vis des ambitions les plus spéculatives des partenaires européens.

Le rejet abrupt de Mme Thatcher vis-à-vis de la collaboration franco-allemande en matière de défense est une question plus complexe. Lorsqu'elle s'est confiée à *L'Express* il y a dix jours, et qu'elle a déclaré que cela n'était que «jouer pour la galerie», elle exprimait non seulement son engagement passionné pour une Alliance atlantique intacte, mais aussi le fait qu'elle a essayé par d'autres méthodes de ramener la France dans l'OTAN comme membre à part entière. Toutefois, ses propos étaient en accord avec les sentiments que nous sommes tous censés avoir vis-à-vis de toutes les initiatives européennes: grossiers, suspicieux, détachés.

Le fait est que l'accord de Bruxelles, qui peut être considéré comme la volte-face la plus mémorable de la carrière de Mme Thatcher, n'est pas intelligible dans un tel contexte. La seule manière de le rendre compréhensible est de modifier le langage utilisé pour discuter de l'Europe. Là où toutes les confrontations précédentes ont été représentées comme une question de victoire ou de défaite totale, une perspective différente est nécessaire pour expliquer le genre de flou que Mme Thatcher défendait hier devant la Chambre des communes.

À l'évidence, ce ne sera pas chose facile. Elle s'est trop investie dans son image anti-européenne, qui est de plus inhibée par les sentiments profonds que lui dicte sa relation spéciale avec Washington. Elle n'est pas cérébrale dans sa façon de faire de la politique, elle est préoccupée par le fait de rationaliser un changement de politique en référence à une nouvelle stratégie d'envergure. En effet, elle n'admettra pas qu'il y a eu un changement.

Or, c'est bien le cas, et elle devrait au moins se l'avouer à elle-même. Tout invite à réévaluer l'importance de l'Europe: l'ère Reagan qui touche à sa fin, la réduction de l'engagement militaire américain, la décision du Parti travailliste de finalement écarter le Marché commun des questions de politique intérieure, et à présent cet accord pragmatique. Il n'y a pas d'autre alternative pour la doyenne des chefs d'État européens que de montrer, finalement, qu'elle appartient au continent dans lequel nous vivons.